



**24<sup>ième</sup> session du Conseil des droits de l'homme**  
**Dialogue interactif sur la situation des droits de l'homme en République**  
**centrafricaine**  
**Intervention de S.E. M. Jean-Marc Hoscheit, Ambassadeur du**  
**Luxembourg (25 septembre 2013)**

Monsieur le Président,

Le Luxembourg salue la délégation de haut-niveau centrafricaine et tient à remercier le Haut-Commissariat pour son rapport qui intervient dans un contexte particulièrement difficile, marqué par des violences nombreuses, une insécurité généralisée et une population civile terrorisée par les exactions multiples de divers groupes armés.

Ce rapport démontre l'extrême fragilité de la situation en RCA. Ma délégation est vivement inquiétée tant par la situation sécuritaire que par la situation humanitaire graves qui prévalent à Bangui et, plus encore, dans le reste du pays, situations qui tendent à se détériorer. La mission d'établissement des faits met clairement en évidence les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par toutes les parties au conflit, certaines d'entre elles étant susceptibles d'être qualifiées de crime de guerre selon le Haut Commissariat.

La situation des femmes et des enfants, pour me limiter aux groupes les plus vulnérables, est particulièrement préoccupante :

D'une part, les violences sexuelles à l'égard des femmes et des jeunes filles connaissent une ampleur intolérable. Les viols, les viols collectifs et les actes d'esclavage sexuel sont fréquents. Le Luxembourg invite dès lors les autorités

centrafricaines à prendre de manière urgente des mesures pour protéger les victimes et pour amener les responsables à répondre de leurs actes devant la justice.

D'autre part, les informations sur les violations et sévices commis à l'encontre des enfants par toutes les parties au conflit sont très inquiétantes. Il est inacceptable que des enfants soient recrutés et utilisés par des forces armées et par des seigneurs de guerre locaux. Il est impératif que les parties impliquées dans le processus de transition s'assurent que la question de la protection de l'enfance prenne toute sa place. Nous appelons les autorités centrafricaines à prendre rapidement les mesures appropriées afin de mettre fin aux violations et sévices commis à l'encontre des enfants et de libérer et réintégrer sans tarder les enfants présents dans les rangs des groupes et forces armés, ainsi que et de les traiter comme des victimes.

Ce qui est en jeu, c'est l'avenir même de la nation centrafricaine, sa capacité à revivre dans la sécurité, la tolérance et la paix. Il est indispensable que les autorités centrafricaines rétablissent, de manière prioritaire, l'Etat de droit, l'ordre constitutionnel et la sécurité publique dans l'ensemble du pays, afin d'assurer la protection des civils.

Enfin, nous sommes convaincus de la nécessité pour la communauté internationale de rester mobilisée en faveur d'une sortie de crise durable de la RCA. La Centrafrique ne doit pas devenir une « crise oubliée » !

La restauration de la sécurité et de l'ordre public doit constituer la priorité immédiate pour permettre l'avancée du processus politique, faciliter l'accès humanitaire et assurer la protection des civils. Dans ce contexte, nous saluons les efforts de la sous-région et la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine d'autoriser le déploiement d'une Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA).

Avec nos partenaires, nous nous engageons activement au sein du Conseil de sécurité pour que l'ONU apporte son soutien à cette Mission sous conduite africaine.

En conclusion, je peux vous assurer que le Luxembourg continuera ses efforts en vue de répondre à la crise humanitaire en RCA, à titre bilatéral, en tant que membre de l'Union européenne et en tant que membre du Conseil de sécurité. Le Luxembourg vient de consacrer 500.000 euros en réponse à la crise et reste mobilisé pour allouer des fonds supplémentaires selon les nécessités.

Finalement, le Luxembourg salue et appuie l'initiative du Groupe africain visant à l'adoption d'une résolution apportant un suivi opérationnel concret à notre débat, notamment à travers la création d'un mandat d'expert indépendant.

Je vous remercie.